

Comme vous chers collègues je traverse une sérieuse crise de doute professionnel dans cette incessante agitation faite d'injonctions voire d'incantations le plus souvent contradictoires.

Depuis plusieurs années j'ai, comme vous, répondu aux sollicitations:

P.R.E.S.T., scolarisation des élèves à besoins spécifiques, généralisation de l'enseignement des L.V.E., mise en place de Base-élèves, reprise en main de l'enseignement de la langue française malgré des directives fumeuses, réponses aux enquêtes aussi nombreuses que les séries policières à la télé, mise en place des évaluations, tour à tour, diagnostiques, sommatives, prédictives, en début de cycle en début de fin de cycle finalement en milieu de fin de cycle, donnant lieu à des PPAP, des PPRE, au sein de ZUS, de DSQ, de PRE, dans des ZEP, REP, RAR, RRS ,....dans un tel inventaire on cherche encore le raton laveur!!!!

La cerise sur ce funeste gâteau, le ministre Darcos vient de l'envoyer en nous PRIANT (la prière est-elle devenue un nouveau mode de convocation ou correspond-elle à la marge d'initiative budgétaire de notre ministre) de nous rendre à sa grand messe du 12 février, au cours de laquelle il nous présentera un Nième plan d'action destiné à redonner à l'école française le 1er rang qu'elle n'aurait jamais dû quitter et qui correspond à l'ego d'un ministre aussi gros que la prime d'activité qu'il s'était fait voter lors de son précédent retour dans ses pantoufles d'inspecteur général.

L'explication du rang de l'école française au plan international, tout juste dans la moyenne des pays de l'OCDE lors de l'enquête PISA, vous en trouverez l'explication en regardant la dépense moyenne par élève domaine dans lequel la France se situe nettement en dessous de la moyenne de l'OCDE.

Est-ce en amputant de 10% le temps scolaire des élèves que l'on peut envisager une telle évolution?
Est-ce en transposant un discours et un mode de gestion venus du monde de l'entreprise?
Est-ce en tentant de culpabiliser les acteurs de terrain?
Est-ce en réduisant leur pouvoir d'achat pour les convaincre de travailler plus?
Est-ce en attribuant une prime de Noël (encore un fête religieuse) aux uns et pas aux autres?
que l'on redonnera à chacun l'envie de reprendre le collier pour conserver les acquis et poursuivre les progrès.

Pour moi la réponse est bien entendu NON!

Je fais plutôt le triste constat que lorsque l'on n'a pas les moyens de sa politique on a la politique de ses moyens: suppression de postes, blocage des salaires, réduction des frais de fonctionnement, opération de communication auprès des usagers sur le dos des droits constitutionnels, mise à mal du principe de laïcité pour diviser les foules, etc...

Visiblement de nombreux collègues partagent ce mal-être mais nous restons dans l'ensemble assez soumis... que les plus serviles d'entre nous se rassurent, ils pourront sûrement communier lors de la grand messe.

Pour ce qui me concerne je trouve la cerise amère, et je cherche un moyen d'échapper à cette guigne. J'ai le sentiment qu'une telle agitation ne peut conduire qu'à la surchauffe, à l'épilepsie ou au coma, l'Ecole, les IEN ont tenté de suivre le mouvement croyant qu'il était progrès, mais l'agitation fait tomber le rendement, il devient urgent et salutaire de dire STOP (pour les vieux, comme moi, de faire le pas de côté de l'an01 de Gébé).

Je ne veux pas devenir un "Trader" jouant je ne sais quoi (ou plutôt je n'ose le dire) sur les scores de réussite des élèves.

Pour conclure j'hésite entre deux formules:

Salut à tous!

Courage, fuyons!

A vous de choisir.